



**ENSEMBLE
POUR LA MAJORITE
PRESIDENTIELLE**

UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE

ACCUEIL | TOUT SAVOIR SUR L'UMP | SITE DES FEDERATIONS | E BOUTIQUE | LIENS | BLOGS | ECRIVEZ-NOUS

Ok

Accueil > S'informer > Discours > Une majorité...

S'informer

Actualités
Agenda
Communiqués
Point presse
Tribunes
Interviews
Discours
Newsletter
Publications
Les statuts

Débattre

Conventions
Dossiers
Exprimez-vous

Agir

Faire campagne
Donner
Parrainer
Adhérer

Discours

Une majorité pour servir la France

François Fillon
Premier ministre
Réunion publique - Marseille - 23 mai 2007



Seul le prononcé fait foi

Cher Jean-Claude et cher Renaud,
Mes chers amis,

Il y a pratiquement un mois, jour pour jour, le 19 avril dernier, Nicolas Sarkozy, à Marseille, vous disait : « la France n'est pas finie. Elle est vivante dans le cœur de ceux qui l'aiment ! ».

Parce que je sais que vous aimez la France de toute votre âme, parce qu'à Marseille, le drapeau tricolore est suffisamment beau et large pour rassembler tous les Français, quelles que soient leurs origines, parce qu'à Marseille, l'union de la méditerranée peut renouveler les équilibres du monde, parce qu'ici, le goût du grand large se confond avec le vent de la liberté, parce qu'ici, la volonté est plus forte que la fatalité, parce qu'à Marseille, une histoire peut devenir une destinée, vous avez élu Nicolas Sarkozy à la présidence de la République Française !

L'homme que vous avez soutenu, en qui vous avez cru, cet homme qui vous a parlé avec son cœur, vous l'avez porté à l'Élysée et il est désormais au service de votre espérance.

Aujourd'hui, je veux vous dire que Nicolas Sarkozy est toujours le même. Il conserve intacte sa volonté de rupture. Il reste l'homme d'action que vous avez aimé. Celui qui entend assumer ses responsabilités. Il ne changera pas, il ne se dérobera pas, non seulement parce que cela n'est pas dans son style, mais parce que sa victoire n'est pas comme les autres. Ce n'est pas une victoire par défaut. Ce n'est pas une victoire du hasard. C'est une victoire massive fondée sur une franche adhésion de notre peuple.

Les Français ont choisi une nouvelle façon de faire de la politique, et, mieux encore, une nouvelle politique.

Une nouvelle politique pour sortir de l'immobilisme qui nous a fait chuter dans les classements internationaux de la 11ème place à la 17ème place en terme de richesse par habitant.
Une nouvelle politique pour rompre avec cette logique économique et sociale sans perspective qui a amené les classes populaires à décrocher et les classes moyennes à trembler pour l'avenir de leurs enfants.
Une nouvelle politique qui tourne le dos à ceux qui, la main sur le cœur, parlaient de solidarité en confondant justice sociale et assistanat.
Une nouvelle politique qui brise les tabous qui vous empêchaient d'aimer la France comme elle le mérite.



Les candidats

Le projet

Les blogs de la France d'après

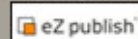
Sélectionnez...

Restez informé...
Votre e-mail **Ok**
 Je m'inscris à la newsletter de l'UMP

Adhérez à l'UMP
du lundi au vendredi
par téléphone au

N° Indigo 0 825 867 867
0,15 € TTC/min

Ce site s'appuie sur le CMS
open source eZ publish



Les Français ont choisi de ne plus entendre ceux qui leurs disaient que pour sortir de l'impasse il fallait repeindre l'impasse en rose.
Ils ont choisi de réformer plutôt que de patienter encore et encore.

Ils ont choisi d'entendre la vérité, plutôt de céder au vertige des illusions.

La vérité, c'est que la mondialisation, avec ses 6 milliards d'habitants assoiffés de progrès, exige que nous retrouvions nos manches.

La vérité, c'est que l'on peut atteindre le plein emploi en réformant courageusement la fiscalité, le droit du travail, l'éducation et la formation tout au long de la vie.

La vérité, c'est que notre pays peut être désendetté s'il modernise son Etat et s'il arrête de vivre à crédit, sur le dos de ses enfants.

La vérité, c'est que l'on peut sauver notre contrat social si nous responsabilisons les Français.

La vérité, c'est que nous pouvons financer l'augmentation des petites retraites si nous allongeons la durée de cotisation et si nous engageons la réforme des régimes spéciaux.

La vérité, c'est que l'immigration doit être sérieusement maîtrisée car la France n'a plus les moyens d'être un Eldorado.

La vérité, c'est que pour que la France soit forte et généreuse, il faut que chaque citoyen donne à son pays autant qu'il reçoit de lui.

Oui, les Français ont choisi un cap, et ils ont, au surplus, choisi de regarder la vérité en face.

Après le 21 avril 2002, la déroute des régionales, le rejet du traité constitutionnel européen, on disait que les électeurs avaient définitivement sombré dans le cynisme, la désillusion et la contestation mécanique. Eh bien non ! Ils ont manifesté à l'occasion de ces présidentielles une étonnante volonté de construire autre chose et autrement.

Avec 84% de participation et plus de 53% des votants, le succès de Nicolas Sarkozy constitue, mes chers amis, une occasion historique de transformer la France en profondeur.

Je dis bien historique, car nous l'avons emporté avec un projet de rupture, un projet précis, un projet indiscutable.

De ce fait, nous avons entre nos mains un mandat clair, et, par là même, la chance de pouvoir changer d'époque.

Nous avons la chance de pouvoir redonner du souffle et du cœur à la politique.

Nous avons la chance de pouvoir bousculer les résistances et de faire sauter les blocages qui figent la société française depuis des décennies. Désormais, celle que l'on appelait la majorité silencieuse, cette majorité dont vous êtes et qui en a assez de voir qu'une minorité est capable de tout enrayer, a désormais pris la parole. Maintenant, c'est elle qu'on va écouter ! Et maintenant, c'est elle qui va décider !

Nous avons aussi, cher Jean-Claude, la chance de pouvoir imprimer des valeurs, des valeurs qui ont du sens, des valeurs que les Français ont, tout au long de la campagne, réclamées avec insistance : la valeur du travail, la valeur du mérite, la valeur de l'effort, la valeur du courage, la valeur de la responsabilité, la valeur du respect. Cette demande de valeurs est décisive car à l'origine de toute grande politique, il y a d'abord la morale et les vertus qui inspirent le peuple. Si la société ne croit en rien, alors le pouvoir ne peut rien, ne fait rien. En revanche, si la société se met à croire à des valeurs, alors c'est tout un peuple qui s'accorde sur l'essentiel et qui se met en marche.

La gauche n'a pas seulement perdu une élection, elle a, par son refus d'ouvrir les yeux sur le monde, par son conservatisme borné, perdu la bataille des valeurs. Pour tout dire, elle a perdu son magister intellectuel et moral.

Il est fini le temps où la fierté d'être français était dénigrée.

Il est fini le temps où le travail était considéré comme un facteur d'aliénation et non d'émancipation.

Il est fini le temps où le délinquant trouvait plus d'excuses que la victime ne trouvait de réconfort.

Il est fini le temps où l'entrepreneur était l'adversaire du travailleur.

Il est fini le temps où le cœur et la justice étaient le monopole réservé de la gauche.

Oui, tout cela est bel et bien fini car nous avons, avec Nicolas Sarkozy, réhabilité et modernisé nos valeurs et nous avons battu la gauche sur le terrain qu'elle prétendait le sien : celui des idées.

Nous avons enfin la chance, mes chers amis, de pouvoir nous attaquer aux racines des problèmes qui handicapent notre pays depuis 25 ans.

Sur l'emploi, sur l'égalité des chances, sur la sécurité, sur la réforme de l'Etat, sur l'Europe, sur l'identité nationale, nous pouvons aller au fond des choses. C'est dire que nous pouvons agir au lieu de subir. C'est dire que nous pouvons réorienter fortement le cours de notre destin national.

Maintenant, notre devoir est de nous montrer à la hauteur de la formidable attente qui est la vôtre. Cette attente, nous n'avons pas le droit de la diluer. Nous n'avons pas le droit de la trahir.

Cette attente exigeait un choc politique immédiat. Un choc démontrant que l'élection de Nicolas Sarkozy bousculait tout, y compris les vieux clivages politiques et les vieilles habitudes partisans qui plaisent tant à la gauche.

Dans sa défaite, la gauche attendait la droite classique au pouvoir pour remonter la pente aux législatives.

Elle attendait que nous fassions comme avant.

Elle espérait que nous répétions les énièmes tactiques. Car elle escomptait encore et toujours nous diaboliser, nous stigmatiser, nous caricaturer.

Bref, la gauche attendait une vieille droite, crispée, dogmatique, et la voici foudroyée devant une droite et un centre modernes et conquérants ! Une droite et un centre modernes, sûrs d'eux-mêmes, rassemblant tous les Français quelles que soient leurs sensibilités politiques. Une droite et un centre modernes décidés à réconcilier dans une synthèse nouvelle, la liberté économique et la justice sociale, la croissance et le développement durable, la fierté nationale et l'engagement européen, l'identité française et l'universalisme.

Oui, la gauche attendait, espérait, que nous retombions dans les clichés et les poncifs d'autrefois, et voilà que la nomination du gouvernement annonce avec fracas une nouvelle donne politique.

Ce gouvernement, j'ai l'honneur de le conduire.

Sachez que je ne suis pas à Matignon pour les honneurs mais pour servir les Français.

Je n'y suis pas pour oublier la réalité mais pour y être plongé. Je n'y suis pas pour négliger nos engagements mais pour les tenir.

Je n'y suis pas pour faire comme avant, mais pour faire autrement.

C'est un gouvernement qui respecte la parité entre les hommes et les femmes. Cette parité légitime et nécessaire, tout le monde en parlait, tout le monde la réclamait, et la gauche n'était pas la moins avare de conseils en la matière... Eh bien voici que c'est nous qui l'avons concrétisée, et vous pouvez en être fiers.

La nomination de Rachida Dati, au poste de garde des sceaux, ministre de la justice, a un sens qui honore la France républicaine que j'aime et que je veux. C'est la France du mérite, c'est la France riche de ses différences et qui mobilise tous ses talents, c'est la France qui ne juge pas les êtres sur leurs origines ou sur la couleur de leur peau, mais sur ce qu'ils ont au fond du cœur.

C'est aussi un gouvernement resserré car lorsque la tâche est aussi exigeante il faut une équipe de mission.

Une équipe où la collégialité ne soit pas simplement un mot mais une réalité de tous les instants.

Une équipe où le débat soit possible.

Une équipe qui assume collectivement les décisions stratégiques qui ont été tranchées en son sein.

Cette équipe resserrée, c'est un gage d'efficacité et de modernité.

Je suis fier que, dans ce domaine aussi, nous innovions.

C'est enfin un gouvernement d'ouverture. Ah l'ouverture : on en a entendu parler dans cette campagne ! De madame Royal à monsieur Bayrou, tout le monde était parait-il disposé à travailler avec tout le monde. Nous, nous n'en avons pas fait un discours de campagne, nous en avons fait une réalité !

Rien ne nous y obligeait, et c'est précisément pour cela que notre ouverture a du prix.

Croyez-moi, il faut beaucoup de force et de grandeur pour ne pas céder à la tentation partisane lorsque la victoire est là.

Et cette force, Nicolas Sarkozy l'a eu.

Il faut aussi être animé par un profond sens de l'intérêt général pour ne pas se limiter à son camp quand vous avez la possibilité d'imposer vos vues à ceux qui vous ont combattu autrefois.

Ce sens de l'intérêt général, Nicolas Sarkozy l'a eu.

Il nous avait prévenu : il nous avait dit qu'il serait le Président de tous les Français. Ceux qui ne le croyaient pas, ceux qui l'accusaient d'être l'homme d'un clan en sont pour leur frais ! Il est l'homme de la nation.

Et cette ouverture qu'il a voulue et construite est le symbole d'un rassemblement qu'aucun autre gouvernement n'a su concrétiser avec une telle force.

D'Alain Juppé à Bernard Kouchner, d'Hervé Morin (président du groupe UDF à l'Assemblée nationale) à Eric Besson (ancien responsable du parti socialiste), nous avons bousculé toutes les frontières partisanes, nous avons percuté tous les préjugés et les scénarios écrits d'avance.

Nous l'avons fait, parce que les défis du 21^e siècle n'ont rien à voir avec ceux des siècles précédents.

Nous l'avons fait parce que les solutions ne sont plus binaires.

Nous l'avons fait parce que nos concitoyens attendent de leurs responsables politiques qu'ils cessent de manier l'exclusive et qu'ils pratiquent le dialogue, la synthèse, le travail d'équipe.

Nous l'avons enfin fait parce qu'il n'y a jamais eu, à nos yeux, un peuple de droite contre un peuple de gauche, mais un seul peuple : le peuple français, capable d'unir ses forces dans les grandes occasions.

Nous l'avons fait parce que pour changer en profondeur la France il faut savoir la rassembler.

La gauche hurle au débauchage.

Elle se déchaîne sur ses propres amis d'hier.

Elle traite en pestiférés ceux qu'elle encensait il y a quelques semaines encore.

A quand la critique des électeurs eux-mêmes : ceux de droite naturellement, mais aussi ceux de gauche qui nous ont rejoint, ceux du front national ?

Il y a un mois, le parti socialiste proposait de gouverner avec le centre.

Aujourd'hui, il insulte ceux qui ont eu le courage, ou tout simplement le bon sens, de nous rejoindre.

Ce qui était une bonne idée hier lorsqu'elle venait de la gauche, est désormais une manœuvre et une hérésie car elle vient de la droite.

Cette mauvaise foi et cette agressivité sont la preuve qu'avec l'ouverture nous ne sommes pas dans le gadget, mais bien dans une très sérieuse remise en cause des clivages intellectuels et politiques.

Laissons la gauche à ses règlements de compte, ses excommunications et ses procès de Solferino. Nous, nous changeons la politique, nous tendons la main, nous construisons un rassemblement, qui est une chance pour notre famille politique, pour notre gouvernement, et surtout pour notre pays.

Cette ouverture s'effectue dans la diversité mais elle s'engage aussi dans la clarté. Ceux qui nous rejoignent le font sur un projet que nous avons porté durant la campagne. C'est un projet dont la clarté nous impose un devoir : celui de l'accomplir.

Ce que nous avons promis, nous allons le réaliser.

Nous avons trois priorités immédiates.

La première, c'est la sécurité des Français. Face à la violence et la délinquance

il ne faut pas céder d'un millimètre. Face à la violence et la délinquance nous allons faire ce que nous avons dit ! La question des mineurs délinquants et celle des multirécidivistes seront traitées dès le mois de juillet.

Le sentiment d'impunité qui existe chez certains voyous est inadmissible. Je n'accepte pas que dans notre République des femmes et des hommes soient obligés de baisser le regard lorsqu'ils marchent dans leur quartier pour ne pas être agressés. Je n'accepte pas que dans notre République un père de famille voit son fils gagner dans la rue en une journée ce qu'il gagne en un mois à l'usine. Il faut des règles morales et civiques. Et il faut les faire respecter.

La seconde priorité, c'est la revalorisation du travail.

Sur ce sujet, le temps des hésitations est fini !

Il est fini car depuis 25 ans nous vivons avec un chômage supérieur à la moyenne européenne.

Il est fini, car depuis 15 ans la croissance de notre économie est trop faible.

Il est fini, car depuis 10 ans, le pouvoir d'achat se dégrade.

Nous visons, d'ici cinq ans, le plein emploi et nous sommes bien décidés à nous en donner les moyens.

Nous l'avons dit et nous le ferons tout de suite : nous allons libérer les heures supplémentaires.

A l'automne, tous ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus le pourront !

C'est une révolution culturelle !

En France, la valeur travail est de retour !

C'est elle qui nous permettra d'aller à la conquête de la croissance ; c'est elle qui nous permettra de sortir de la paupérisation salariale ; c'est elle qui nous permettra de financer notre pacte social car c'est par notre productivité que nous finançons nos écoles, nos hôpitaux et nos services publics.

Parce que nous vous l'avons promis, nous voulons, dès cet été :

- que les seniors ne soient plus considérés comme des "vieux" qu'il faut écarter du marché de l'emploi, mais comme des salariés expérimentés qu'il faut valoriser ;

- défiscaliser le travail étudiant ;

- permettre la déduction des intérêts d'emprunts immobiliers, car il faut que les Français aient la possibilité de devenir majoritairement propriétaires, car la propriété, c'est la sécurité pour sa famille, c'est la confiance en l'avenir ;

- cet été toujours, nous supprimerons aussi les droits de succession, parce qu'il nous apparaît moral que chaque famille au seuil de sa vie puisse transmettre le fruit de ses efforts sans être lourdement taxée.

- Nous instaurerons le bouclier fiscal à 50% de l'ensemble des revenus et l'investissement direct dans le capital des PME. N'en déplaise à la gauche, je préfère voir les fortunes rester en France, financer notre pacte social et nos entreprises, plutôt que de fuir à l'étranger et enrichir nos concurrents.

Avec ces premières mesures, nous voulons provoquer un choc de confiance. Nous voulons booster la croissance.

Cette dynamique sera complétée par une réforme fondamentale : celle de nos universités.

Depuis plus de vingt ans, rien n'a bougé en la matière. Toute initiative a été tuée dans l'œuf par les spécialistes du statu quo. Le résultat est là : la France a décroché sur le plan universitaire et scientifique au moment même où le savoir et la matière grise devenaient le moteur de la croissance internationale. Les universités françaises qui étaient les meilleures du monde ont disparu dans la profondeur des classements internationaux.

La démocratisation de l'enseignement supérieur est venue se briser sur le mur de l'échec qui frappe près de 50% de nos étudiants dès la première année de licence.

Tout cela je ne l'accepte pas. Là encore, le temps de l'action est venu !

Il est venu sur la question de l'immigration qui fera l'objet d'un projet de loi durant l'été. Depuis des siècles la France est une terre d'ouverture et d'intégration. Elle doit le rester, comme elle doit demeurer une terre d'asile, une terre d'accueil pour ceux qui aiment la France, qui veulent bâtir leur vie avec nous. Avec le Président de la République nous avons dit que nous allons passer d'une immigration subie à une immigration choisie.

La France a le droit et même la responsabilité non négociable de choisir qui elle veut accueillir et sous quelles conditions.

Pour nous, les choses sont claires : nous ne souhaitons pas qu'on puisse vivre en France sans parler le Français et sans respecter notre culture et les valeurs républicaines pour lesquels nos parents se sont battus parfois jusqu'au sacrifice de leur vie. Nous n'accepterons plus que l'on puisse faire venir toute sa famille lorsque l'on n'a pas de travail et lorsque l'on ne dispose pas des moyens de l'accueillir dignement.

La générosité, ce n'est pas ouvrir les frontières à tout le monde sans se soucier de la façon dont les étrangers vont subsister et s'intégrer. La fraternité, ce n'est pas d'accueillir dans n'importe quelles conditions ceux qui viennent vers nous.

C'est pour cela que, comme promis, nous avons créé un grand ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement car les étrangers d'aujourd'hui seront les Français de demain. Il n'y a rien de choquant à dire que les étrangers qui s'installent régulièrement chez nous ont vocation à s'approprier l'héritage du pays des droits de l'homme, de Victor Hugo et du Général de Gaulle. Il n'y a rien d'outrageant à ce que notre patriotisme soit mis en partage.

L'identité nationale n'est pas une notion dépassée, ce n'est pas non plus une valeur figée. L'identité française n'est pas la même aujourd'hui qu'au 19^e siècle ou même qu'au 20^e siècle. Tous les étrangers qui ont choisi de vivre dans notre pays ont enrichi l'identité nationale, les italiens, les polonais, les portugais, les maghrébins, les africains, les asiatiques, tous ont apporté la richesse de leur culture et de leurs traditions et ont contribué à forger une nouvelle identité française. Mais il y a des valeurs pour lesquelles nos parents et nos grand parents se sont battus qui sont intangibles, qui ne sont pas négociables, que nous n'accepterons à aucun prix de remettre en question.

C'est le cas de la séparation de l'église et de l'Etat qui garantit la liberté religieuse.

C'est aussi le cas de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous ne pouvons pas accepter, qu'au nom de la diversité culturelle et du respect des traditions, les femmes puissent être voilées, mariées de force, mutilées, empêchées de travailler, d'étudier, de se faire soigner. Où serait le progrès ?

Que resterait-il de la République si l'on suivait les raisonnements à courte vue de cette gauche empêtrée dans les bons sentiments qui n'a été capable ni d'interdire le voile à l'école, ni de protéger les femmes et les minorités des discriminations!

Le temps est également venu, mes amis, sur la question du service minimum. Les Français le veulent, et qui osera prétendre que leur requête est illégitime ? Sur cette question, je veux, avec le Président de la république, une solution qui réponde à leur attente. Je le dit sereinement : le droit de grève est indiscutable, mais la continuité du service public l'est tout autant. Je suis un homme d'écoute. Je respecte les partenaires sociaux. Je ne suis pas un idéologue. Mais je suis aussi un réformateur décidé !
Décidé à tenir nos engagements.
Décidé à être fidèle à la confiance que les électeurs ont placée en nous.
Décidé à toujours choisir l'intérêt général contre les intérêts particuliers si légitimes soient ils !

L'élection présidentielle nous a donné un mandat qui n'est pas contestable. J'en serai le garant car les Français ne supportent plus les renoncements, les capitulations devant une pensée unique qui n'a réussi qu'à accroître les injustices et les inégalités qu'elle prétendait combattre.

Mes chers amis,

J'en prends devant vous l'engagement : nous allons avancer. Nous ne calerons pas en chemin.

Mais pour cela, il faut passer l'étape des législatives. Car sans majorité à l'Assemblée nationale, rien de tout ce que nous avons fait ensemble ne pourra

être réalisé. Aucun de nos espoirs ne pourra être concrétisé. Nos rêves d'une France plus forte, plus grande et plus généreuse s'évanouiront.

Une nouvelle campagne électorale a commencé. Ici, dans les Bouches du Rhône, avec Jean Claude Gaudin, Renaud Muselier et tous les candidats qui portent nos couleurs, je vous demande une mobilisation totale.

Pour Roland Blum, mobilisez-vous !
Pour Dominique Tian, mobilisez-vous !
Pour Jean Roatta, mobilisez-vous !
Pour Bernard Susini, mobilisez-vous !
Pour Guy Tessier, mobilisez-vous !
Pour Nora Remadnia-Preziosi, mobilisez-vous !
Pour Valérie Boyer, mobilisez-vous !
Pour Bernard Deflesselles, mobilisez-vous !
Pour Richard Mallie, mobilisez-vous !
Pour Christian Kert, mobilisez-vous !
Pour Eric Diard, mobilisez-vous !
Pour Alain Aragneau, mobilisez-vous !
Pour Maryse Joissains-Masini, mobilisez-vous !
Pour Léon Vachet, mobilisez-vous !

Je vous demande de ne pas céder à la facilité et au triomphalisme.
Je vous demande d'aller au devant de tous les électeurs avec la volonté de convaincre et non pas de vaincre.
Car il ne s'agit pas de battre une France contre une autre.
Il s'agit au contraire d'entraîner et de rassembler.

Les Français ont voté pour une rupture, dites leur que nous la concrétiserons !
Les Français ont voté pour le changement, dites leurs que nous allons l'engager !
Les Français ont voté pour réhabiliter le travail, dites leur que nous allons le réhabiliter !
Les Français ont voté pour l'identité de la France, dites leur que nous allons la ranimer car nous en sommes fiers !
Les Français ont voté pour l'autorité de l'Etat, dites leur que nous allons la restaurer !

Les Français ont voté pour que le défi de l'environnement soit relevé, dites leur que nous sommes décidés à être à la hauteur de l'enjeu.

Les Français ont voté pour une transformation de notre pacte social qui redonne à la justice et à l'égalité des chances une crédibilité aujourd'hui en faillite. Dites leur que nous allons le transformer !

Les Français ont voté pour que la voix de la France soit respectée en Europe et influente dans le monde. Dites leur que le Président de la république est à l'initiative pour replacer notre pays au cœur de l'Union européenne. Dites leur que nous ferons entendre la voix de notre nation partout où les valeurs qu'incarne la France sont attendues !

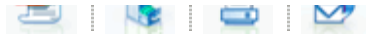
Nicolas Sarkozy a besoin d'une majorité décidée et créative.
Il a donc besoin de vous.

Ce soir, à Marseille, dans cette ville généreuse et ouverte sur le monde, je vous demande une majorité pour servir la France.
La France qui refuse la fatalité.
La France qui choisit son destin.
La France qui croit à l'universalité de son message.
La France qui se met en mouvement parce qu'elle sait d'où elle vient, ce qu'elle veut et où elle va.

Auprès de vous qui avez tant donné dans cette campagne, je viens dire que votre espérance est en marche. Nicolas Sarkozy a puisé ici, à la veille du premier tour, l'énergie de proclamer que tout pouvait devenir possible.
Aujourd'hui, je vous dis que tout est possible.

Vive la République.
Et vive la France.





Remonter

[Conventions](#) | [Liens](#) | [Contacts](#) | [Téléchargements](#)

Union pour un Mouvement Populaire : Adresse : 55, rue La Boétie 75384 Paris Cedex 08
tel. : 01.40.76.60.00 webmaster - Mentions légales - Photos : Marco Pirrone

